

Juin 2008

ClearIT

La revue suisse spécialisée en trafic des paiements



Le «Ländle» à l'heure du SEPA
Interview avec Michael Lauber,
Association des banques du
Liechtenstein

La Suisse sacrée vice-championne

CLS dans le mille

 **Swiss Interbank Clearing**

EDITORIAL 3

INTERVIEW 4

Le «Ländle» à l'heure du SEPA

Le Liechtenstein forme une union économique et monétaire avec la Suisse et, contrairement à celle-ci, fait partie de l'Espace économique européen (EEE). Il s'agit du seul état européen à être membre de deux espaces d'intégration. Michael Lauber, directeur de l'Association des banques du Liechtenstein, explique en quoi cette spécificité influe sur la participation de la Principauté à l'espace unique de paiement en euros (SEPA).

IN & OUTS 8

Tout roule pour le SEPA

Le bilan après 100 jours: selon les estimations des établissements financiers suisses, la procédure de virement fonctionne étonnamment bien.

STANDARDIZATION 9

L'e-facturation et le SEPA se complètent

A l'avenir, les paiements mobiles et la facturation électronique seront standardisés et introduits dans toute l'Europe sous l'étiquette «e-SEPA». Les autorités de l'UE se promettent des économies de deux fois plus que dans les domaines clés SEPA.

PRODUCTS & SERVICES 10

TARGET2-Securities avant le coup d'envoi

La Banque centrale européenne décidera en juillet 2008 si le système de règlement des opérations sur titres «TARGET2-Securities» sera réalisé. Certains acteurs du marché suisse ont également contribué à définir les besoins des utilisateurs.

FACTS & FIGURES 11

La Suisse sacrée vice-championne

Après la République tchèque, la Suisse occupe la deuxième place en ce qui concerne le nombre de transactions traitées par les systèmes RTGS respectifs des pays européens.

HIGHLIGHTS 12

Le traitement des devises: CLS dans le mille

Le système de traitement mondial des opérations de change a été conçu et mis en oeuvre dans l'espoir qu'une moyenne journalière de 45 000 transactions en sept monnaies soient traitées. En mars 2008, CLS traitait presque 600 000 opérations par jour, pour une valeur brute de plus de USD 10 milliards.

BUSINESS & PARTNERS 14

Le «sans contact» s'étend aux paiements

La même technologie qui permet d'accéder rapidement aux remontées mécaniques ou au stade a également été testée avec succès par la Banque Cantonale de Zurich et Telekurs pour permettre de payer «sans contact» saucisses à rôtir et birchers.



CHÈRES LECTRICES, CHERS LECTEURS,

Swiss Interbank Clearing SA peut être fière de ce qu'elle a accompli ces dernières années. Elle a en effet réussi à faire passer le prix moyen par transaction de 16,8 centimes en 2000 à 5,7 centimes en 2008, soit une baisse de pas moins de 66%. Celle-ci s'explique d'une part par la croissance de 138% qu'a accusé le volume de transactions durant cette période et, d'autre part, par les gains d'efficacité obtenus dans tous les domaines de l'oeuvre commune de la place financière suisse. Ces phénomènes se sont doublés d'innovations fonctionnelles et qualitatives apportées aux systèmes entretenus par Swiss Interbank Clearing. Une performance qui force le respect!

Dans le domaine du trafic des paiements, le commentaire publié par le professeur Hans Geiger à propos du SEPA et des données du donneur d'ordre dans l'édition mensuelle de mars de «Schweizer Bank» s'avère intéressant. Il y souligne les dangers que la transmission du nom, de l'adresse et du numéro de compte du donneur d'ordre fait encourir en particulier à chaque établissement financier.

Avec l'entrée en vigueur au 1er juillet 2008 de la nouvelle ordonnance sur le blanchiment d'argent, les données du donneur d'ordre devront être indiquées pour toutes les transactions de plus de 1500 francs suisses, et ce pour tous les pays du monde sans exception. Ainsi, le bénéficiaire pourra prendre connaissance de toutes les données du donneur d'ordre lorsque le montant sera crédité, sans que ce dernier puisse y faire quoi que ce soit.

Cet état de fait s'avère insatisfaisant non seulement du point de vue du client, mais aussi de celui des banques elles-mêmes. Les efforts étendus et coûteux en vue d'empêcher la fraude et les abus dans le trafic des paiements n'en sont pas facilités pour autant. L'ordonnance sur le blanchiment d'argent, même si elle est sans contredit motivée par de bonnes intentions, impose aux banques une façon pour le moins problématique de traiter des données de clients à mon sens sensibles. Il faudra donc accorder une attention suffisante à ces conditions-cadres lors du développement et de l'utilisation des prélèvements SEPA (SEPA Direct Debits). Après le lancement réussi de la procédure de virement SEPA, Swiss Interbank Clearing va assurer un raccordement avantageux et en temps utile de la place financière suisse à la procédure de prélèvements SEPA à l'automne 2009.

Zeno Bauer

Conseil d'administration de Swiss Interbank Clearing SA

Responsable de la gestion des produits de la Banque Cantonale de Zurich

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Zeno Bauer', written over a horizontal line.

LE «LÄNDLE» À L'HEURE DU SEPA

Le Liechtenstein forme une union économique et monétaire avec la Suisse et, contrairement à celle-ci, fait partie de l'Espace économique européen (EEE). Il s'agit du seul état européen à être membre de deux espaces d'intégration. Michael Lauber, directeur de l'Association des banques du Liechtenstein (Liechtensteinischer Bankenverband), explique en quoi cette spécificité influe sur la participation de la Principauté à l'espace unique de paiement en euros (SEPA).

ClearIT: Autriche ou Suisse: pour quelle équipe votre coeur battra-t-il lors de l'EURO 2008, Monsieur Lauber?

Michael Lauber: Je dois avouer que je ne suis pas un grand fan de football. Alors, que les meilleurs gagnent! En tant que Suisse, je suis content que nous ayons l'occasion de nous présenter sous un autre jour grâce à ce grand évènement; il en va de même du Liechtenstein qui se situe en plein coeur de celui-ci. Au final, nous aurons tous gagné si nous parvenons à faire connaître un peu mieux, et de manière sympathique, aux Européens la diversité et les particularités de la région alpine que couvrent la Suisse, le Liechtenstein et l'Autriche.

Du point de vue du football, le Liechtenstein est associé à la Suisse puisque ses clubs jouent dans les ligues suisses. Et de façon générale, la Principauté est très proche de la Suisse politiquement et économiquement parlant. Elles ont de nombreux points communs, à commencer par la démocratie directe, la politique de neutralité et l'union douanière. Sans oublier bien sûr l'union monétaire Suisse qui a effet depuis plus de 80 ans et le trafic des paiements idoine. En tant que moyen de paiement officiel, quels avantages apporte le franc suisse à la place financière du Liechtenstein?

Un des principaux avantages du franc suisse est qu'il s'agit d'une monnaie stable. Les banques liechtensteinoises profitent de son prestige. Etant donné que le Liechtenstein ne dispose pas d'une propre banque nationale, la

Banque nationale suisse – en sa qualité de «prêteur en dernier ressort» – constitue aussi un facteur central de stabilité pour ses établissements financiers. Malgré cette

«Malgré l'union monétaire Suisse, le Liechtenstein élabore lui-même sa politique économique selon ses propres standards.»

union monétaire, le Liechtenstein élabore lui-même sa politique économique selon ses propres standards.

Depuis qu'il a rejoint l'EEE en 1995, le Liechtenstein est le seul pays d'Europe appartenant à deux espaces économiques en parallèle. En raison de ces conditions-cadres extraordinaires, la Principauté ne suit pas le même chemin que la Suisse pour l'introduction de l'espace unique de paiement en euros (SEPA). Comment le Liechtenstein s'accorde-t-il aux exigences du SEPA?

Les banques européennes ont pris très tôt des initiatives allant dans le sens de l'autorégulation. Elles ont fondé l'European Payments Council (EPC) qui a créé la base nécessaire au traitement complètement automatisé des paiements en euros dans le trafic des paiements de masse en définissant des conventions et des procédures uniques de paiement. Grâce à ce contrat avec l'EPC, les banques liechtensteinoises reprennent elles aussi les réglementations SEPA.



Michael Lauber: «Contrairement à la Suisse, le Liechtenstein est obligé de mettre en oeuvre la directive de l'UE concernant un cadre juridique européen unique pour le trafic des paiements.»

BIOGRAPHIE SUCCINCTE

Depuis 2004, **Michael Lauber** est directeur de l'Association des banques du Liechtenstein. Ayant achevé ses études à l'Université de Berne avec l'obtention du brevet d'avocat, il remplit la fonction de juge d'instruction avant d'être engagé par la police criminelle du Canton de Berne en 1993. De 1995 à 2000, il est chef de l'Office central de lutte contre le crime organisé à l'Office fédéral de la police, puis devient directeur de l'organisation d'auto-

régulation PolyReg à Zurich. A partir de 2001, il occupe la fonction de directeur de la Financial Intelligence Unit (FIU, bureau de communication en matière de blanchiment d'argent) du Liechtenstein. Dans cette position, il est notamment délégué du Liechtenstein auprès du comité de lutte contre le blanchiment de capitaux du Conseil de l'Europe (MONEYVAL), évalue Oman et Luxembourg pour le FMI/la Banque mondiale, Chypres et Monaco pour le Conseil de l'Europe et la Russie pour le Groupe d'action financière (GAFI).



Le trafic des paiements ne fait pas partie des prestations principales des établissements liechtensteinois.

Contrairement à la Suisse, le Liechtenstein est également obligé de mettre en oeuvre la directive de l'UE concernant un cadre juridique européen unique pour le trafic des paiements (PSD, Payments Services Directive) car il est membre de l'EEE. C'est la condition pour que nous puissions introduire les prélèvements compatibles avec le SEPA. Notre objectif: que cette introduction ait lieu dans les délais impartis, soit au 1er novembre 2009. Afin d'y parvenir et de veiller à une mise en oeuvre aussi orientée sur la pratique que possible, notre association a cherché très tôt le dialogue avec l'Autorité de surveillance du marché financier du Liechtenstein (FMA) et mis sur pied

«Swiss Interbank Clearing va examiner l'an prochain les demandes de participation aux prélèvements SEPA des établissements financiers du Liechtenstein.»

un groupe de travail interne. Dans sa fonction de National Adherence Support Organisation (NASO), Swiss Interbank Clearing va également examiner l'an prochain les demandes de participation aux prélèvements SEPA des établissements financiers du Liechtenstein et les faire suivre à l'EPC, comme pour le processus d'admission aux virements SEPA.

Puisque vous mentionnez les virements SEPA: depuis le lancement du SEPA en janvier 2008, seules trois des quinze banques membres de l'Association des banques du Liechtenstein – Raiffeisen Bank, Liechtensteinische Landesbank et LGT Bank – se sont raccordées à cette procédure. Pourquoi?

Traditionnellement, le coeur de métier des banques liechtensteinoises est le Private Banking. Le trafic des paiements classique ne fait donc pas partie des prestations principales de tous les établissements. Nous partons du principe que d'autres banques vont se raccorder à cette procédure en fonction des besoins de leurs clients.

Dans votre pays, l'euro joue un rôle toujours plus important: 25% des salariés du Liechtenstein sont des pendulaires venant de la zone euro; environ 40% des exportations lui sont destinées (contre seulement 12% pour la Suisse); vous appliquez le droit de l'UE (PSD); vous êtes membre de l'EEE. Qu'est-ce qui parle encore en faveur du franc suisse?

L'euro joue en effet un rôle important au Liechtenstein en raison des activités de commerce extérieur menées

«L'entrée dans la zone euro ne serait possible qu'en cas d'entrée dans l'UE. Et celle-ci n'est pas à l'ordre du jour.»

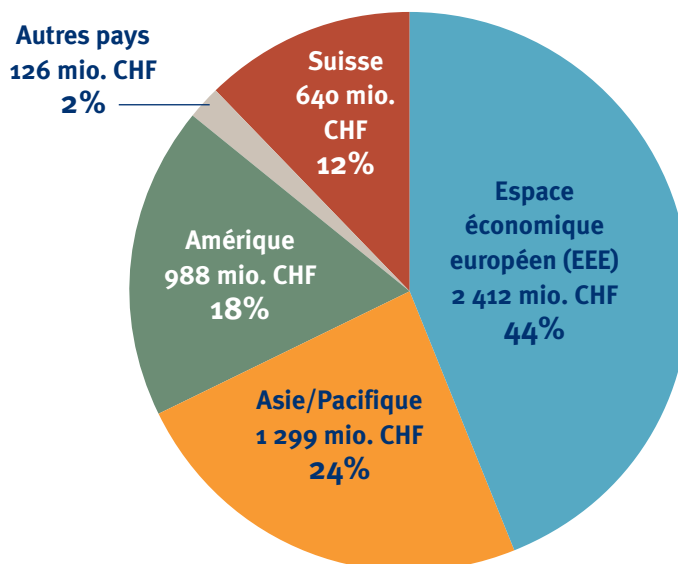
majoritairement avec les pays de l'UE, à commencer par l'Allemagne. Il convient toutefois de distinguer claire-

ment la participation à l'EEE de celle à l'Union monétaire européenne (UME) avec l'euro comme monnaie unique: comme la Suisse, le Liechtenstein n'est pas membre de l'UME étant donné que la question de la monnaie ne fait pas l'objet de l'accord EEE.

Par ailleurs, l'entrée dans l'espace monétaire ne serait possible qu'en cas d'entrée dans l'UE. Et celle-ci n'est pas à l'ordre du jour. ■

Entretien: **Gabriel Juri**
Swiss Interbank Clearing SA
gabriel.juri@sic.ch

LE LIECHTENSTEIN, CHAMPION D'EUROPE DE L'EXPORTATION



Volumes d'exportations des entreprises industrielles par espace économique (2005)

En valeur, le Liechtenstein exporte sept fois plus de marchandises par habitant que la Suisse.

Source: Amt für Volkswirtschaft, Liechtenstein

TOUT ROULE POUR LE SEPA

Le bilan après 100 jours: un premier jalon a été atteint sur le chemin d'un espace unique de paiement en euros (SEPA). Selon les estimations des établissements financiers suisses, la procédure de virement fonctionne étonnamment bien. Même auprès de l'organisation de contrôle des banques, l'Association suisse des banquiers, le mot d'ordre «no news is good news» règne!

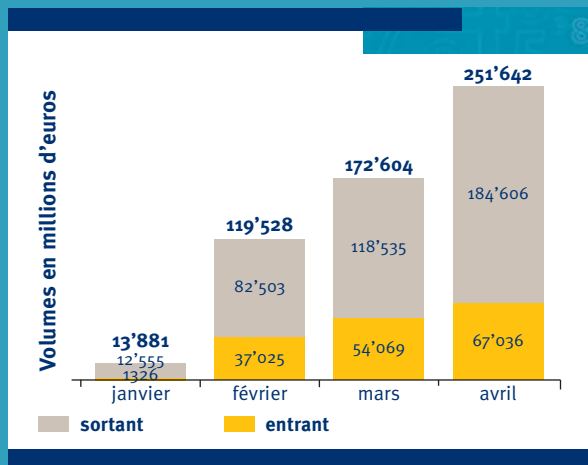
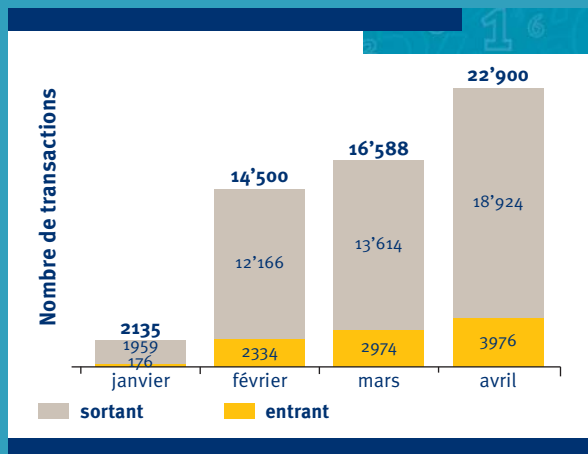
Les banques annoncent des réactions positives de leurs clients, en particulier de la part des entreprises. Selon PostFinance, les réclamations sont très rares et concernent en général des clients qui se sont adressés des paiements à eux-mêmes. Toutefois, les établissements financiers avaient escompté plus de transactions.

LA CROISSANCE S'ACCÉLÈRE

Une vue d'ensemble du trafic des paiements SEPA en euros entre l'espace monétaire en francs (Suisse et Liechtenstein) et les 29 autres pays SEPA manque. Cela tient surtout au fait que plusieurs possibilités de paiement sont disponibles pour ce type de transactions. De nombreuses succursales suisses de banques étrangères les règlent par exemple par le biais de leur maison mère. D'autres établissements passent par des correspondants ou sont raccordés directement au système paneuropéen STEP2 de la Euro Banking Association. Les évaluations statistiques des transactions qui sont facturées par le biais de l'oeuvre commune de la place financière suisse (euroSIC/SECB) donnent une indication fiable du développement des flux de paiements en provenance et à destination de l'espace monétaire en francs. Actuellement, 46 des 77 établissements de Suisse et du Liechtenstein qui participent au SEPA règlent leurs paiements en euros par ce biais. Et ceux-ci ont accusé des taux de croissance à deux chiffres durant les trois premiers mois du SEPA. L'année en cours nous montrera à quel point cette évolution prometteuse est durable. ■

Gabriel Juri, Swiss Interbank Clearing SA, gabriel.juri@sic.ch

100 JOURS DE VIREMENTS SEPA VIA euroSIC (2008)



MALADIES D'ENFANCE

Dans l'espace SEPA hors des frontières suisses, la procédure de virement s'est aussi étonnamment bien déroulée, malgré certaines «maladies d'enfance» qui ont provoqué des retours ponctuels. Outre des problèmes de routage liés à l'utilisation de BIC de longueurs variables, on a notamment observé des confusions relatives aux alphabets. Les alphabets grec et cyrillique doivent aussi être pris en compte dans une large mesure, d'autant plus que les caractères latins ne sont pas utilisés dans tout l'espace SEPA. Un groupe de travail du Conseil européen des paiements (EPC) cherche actuellement une solution afin de continuer à perfectionner le traitement actuel des paiements SEPA.

SEPA-NEWSLETTER La Newsletter SEPA a été diffusée 13 fois depuis l'année dernière. Ce service gratuit, qui compte quelque 600 abonnés, informe de première main sur les actualités tout autour du sujet «le SEPA et la Suisse» et peut être abonné à www.sepa.ch.

L'E-FACTURATION ET LE SEPA SE COMPLÈTENT

A l'avenir, les paiements mobiles et la facturation électronique (e-facturation) seront standardisés et introduits dans toute l'Europe sous l'étiquette «e-SEPA». Les autorités de l'UE se promettent des économies de plus de 238 milliards d'euros d'ici à 2012, soit deux fois plus que dans les domaines clés SEPA que sont les virements, les prélèvements et les paiements par cartes.

Jean-Michel Godeffroy, directeur général de la Banque centrale européenne (BCE), demandait en octobre dernier que l'introduction du SEPA s'accompagne de préparatifs pour l'e-SEPA, de telle sorte que l'Europe reste compétitive dans le domaine des méthodes de paiement alternatives. En parallèle, la Commission européenne a décidé de former un groupe d'experts sur la facturation électronique après qu'une task force chapeauté par la Commission a déjà formulé en juin 2007 des propositions pour une éventuelle structure de gouvernance et ébauché une feuille de route pour un programme d'e-facturation dans son rapport final. Ce groupe de 31 experts, qui s'est réuni pour la première fois fin février 2008, est chargé de fixer un cadre européen pour la facturation électronique jusqu'à la fin de l'année prochaine. Celui-ci devrait servir à définir une structure conceptuelle commune (y compris les exigences des entreprises et les normes nécessaires) et des solutions pour la fourniture de services d'e-facturation dans toute l'Europe dans des conditions d'ouverture et d'interopérabilité.

Informations complémentaires

- European e-Invoicing Final Report, juillet 2007: <http://ec.europa.eu/enterprise/ict/policy/standards/einvoicing/2007-07-eei-final-rep-3-2.pdf>
- «The Economic Impact of the Single Euro Payments Area», BCE, août 2007: <http://www.ecb.int/pub/pdf/scpops/ecbocp71.pdf>
- Site Internet de la Commission européenne sur l'«initiative on e-Invoicing»: http://ec.europa.eu/enterprise/ict/policy/standards/einvoicing_en.htm#_ftnref2
- SEPA Impact Study, août 2007: http://ec.europa.eu/internal_market/payments/docs/sepa/sepa-capgemini_presentation_en.pdf
- E-Invoicing 2008, une analyse de marché de l'ABE et d'Innipay: http://www.ebaportal.eu/_Download/What's%20News/E-Invoicing_2008_v11.0.pdf

DES ÉCONOMIES PEU SPECTACULAIRES?

«Du point de vue psychologique, les clients acceptent le niveau actuel des coûts. De faibles améliorations progressives paraissent peu intéressantes, même si une économie de 10 centimes d'euros en moyenne peut engendrer une somme considérable sur 240 milliards de transactions. Les calculs qui touchent aux gains d'efficacité liés à l'e-facturation laissent présumer que plus de 100 milliards d'euros pourraient être économisés chaque année rien que dans les Etats membres de l'UE15 si les entreprises optimisaient leurs processus de facturation électronique. Le public ne s'intéresse pas autant aux faibles gains d'efficacité qui peuvent être atteints par transaction qu'aux spectaculaires vols à main armée ou aux problèmes graves de traitement.» Harry Leinonen, Bank of Finland, dans: Payment habits and trends in the changing e-landscape 2010+, 2008

DANS TOUTE L'EUROPE?

Selon une analyse de marché de l'Association Bancaire pour l'euro, la Suisse et les pays nordiques ont une avance sensible sur le reste de l'Europe en matière de pénétration du marché, aussi bien dans le domaine du B2B que du B2C. Toutefois, comme dans tous les pays européens, les factures électroniques se concentrent en première ligne sur le marché national. La facturation électronique transfrontalière pourra seulement être introduite à grande échelle une fois que la standardisation européenne demandée par les autorités de l'UE sera achevée. La place financière Suisse suit avec attention les activités européennes et prendra, le moment venu, les mesures nécessaires afin que ses établissements financiers et entreprises puissent profiter des progrès effectués par l'Europe en termes d'e-facturation.

DES AVANTAGES

L'European Payments Council et la BCE ont développé la vision d'un «e-SEPA» au delà des prestations clés du SEPA. Dans ce contexte, il est question que les établissements financiers offrent des fonctions de facturation électronique comme services supplémentaires à leurs clients commerciaux. Si les processus internes à l'entreprise en matière d'e-facturation sont combinés aux processus de paiement compatibles avec le SEPA, toutes les parties devraient faire de belles économies. Selon des estimations conservatrices de la BCE, des économies nettes de plus de 238 milliards d'euros sont envisageables au regard des gains d'efficacité et de l'automatisation des chaînes de livraison. Au cours des prochaines années, la facturation électronique et le SEPA deviendront des sujets importants dans l'Union européenne. En conséquence, l'intérêt de nombreuses banques pour ce sujet va aller croissant. ■

Martin Frick, CEO Telekurs PayNet SA, martin.frick@telekurs.com

COUP D'ENVOI POUR TARGET2-SECURITIES

La Banque centrale européenne décidera en juillet 2008 si le système de règlement des opérations sur titres «TARGET2-Securities» sera réalisé. Certains acteurs du marché suisse ont également contribué à définir les besoins des utilisateurs.

En mai 2008, le dernier groupe de pays a migré vers la plate-forme commune de TARGET2, le nouveau système RTGS de la Banque centrale européenne (BCE). En 2006 déjà, la BCE a annoncé qu'elle poursuivait l'intégration des infrastructures du marché financier en développant «TARGET2-Securities» (T2S). T2S devrait permettre à la BCE de réduire sensiblement le prix des opérations sur titres (Settlement) au sein de la zone euro et de promouvoir le négoce transfrontalier des titres.

UNE INITIATIVE DE LA BCE...

A partir de 2013, T2S devrait surtout permettre le règlement d'une vaste gamme de titres en monnaie centrale en euros. Pour ce faire, il devra être raccordé à TARGET2 par une interface. Les besoins des utilisateurs indiquent toutefois que T2S devrait être conçu de telle sorte à autoriser le règlement dans la monnaie centrale d'autres monnaies. Les réserves à l'encontre de ce projet proviennent principalement des dépositaires centraux (Central Securities Depositories, CSD) dont les modèles commerciaux sont touchés par T2S.

A l'avenir, les CSD qui se raccorderont directement à T2S régleront leurs titres en euros (et, le cas échéant, dans d'autres monnaies) via T2S et non plus via leurs propres systèmes. Les CSD continueront d'assumer toutes les autres prestations, notamment le règlement en monnaie centrale ou la gestion des Corporate Actions. La BCE a invité les CSD à faire part de leur intention de participer à T2S jusqu'au début juillet 2008, bien que des aspects essentiels fassent encore l'objet de vives discussions, notamment la structure des frais, la future gouvernance ou des questions techniques. Le Conseil des gouverneurs devrait décider en juillet du lancement de la phase de spécification.

...AVEC LA COOPÉRATION DES ACTEURS SUISSES

Bien que T2S soit une initiative qui vise prioritairement le règlement des opérations sur titres en monnaie centrale en euros, le marché financier suisse n'est pas immunisé contre ses répercussions. Il est essentiel que la Suisse soit raccordée efficacement à la structure européenne du marché financier pour qu'elle ne soit pas isolée en la matière. Le marché financier suisse est représenté dans le T2S Advisory Group par SIS SegalInterSettle (SIS) – le CSD suisse – et la Banque nationale suisse qui ont tous deux le statut d'observateurs. En outre, des spécialistes de SIS et des grandes banques ont participé activement à la définition des besoins des utilisateurs. Sur le plan national, ces acteurs du marché ont formé le T2S Swiss National User Group. Cet organe coordonne les prises de position nationales dans le cadre des consultations de marché et continuera de représenter les intérêts du marché financier suisse quand l'occasion s'en présentera. ■

Giuseppe D'Alelio, Banque nationale suisse, giuseppe.dalelio@snb.ch

LE DANEMARK, L'ALLEMAGNE, LA GRÈCE, LA NORVÈGE, LA SUISSE, L'ESPAGNE ET L'AUTRICHE METTENT LEUR CSD EN RÉSEAU

Sept Central Securities Depositories (CSD) européens leaders ont signé un accord le 2 avril 2008 dans le but de fonder une joint venture. Link-Up Capital Markets S.L. devrait permettre d'augmenter l'efficacité et de réduire les frais du traitement post-trade des transactions sur titres transfrontalières en Europe. L'introduction de la solution commune Link Up Markets est prévue pour le premier semestre 2009. www.linkupmarkets.com

Ursula Seeberger, SIS SegalInterSettle AG, ursula.seeberger@sfms.com



LA SUISSE SACRÉE VICE-CHAMPIONNE D'EUROPE

Après la République tchèque, la Suisse occupe la deuxième place en ce qui concerne le nombre de transactions traitées par les systèmes RTGS respectifs des pays européens.

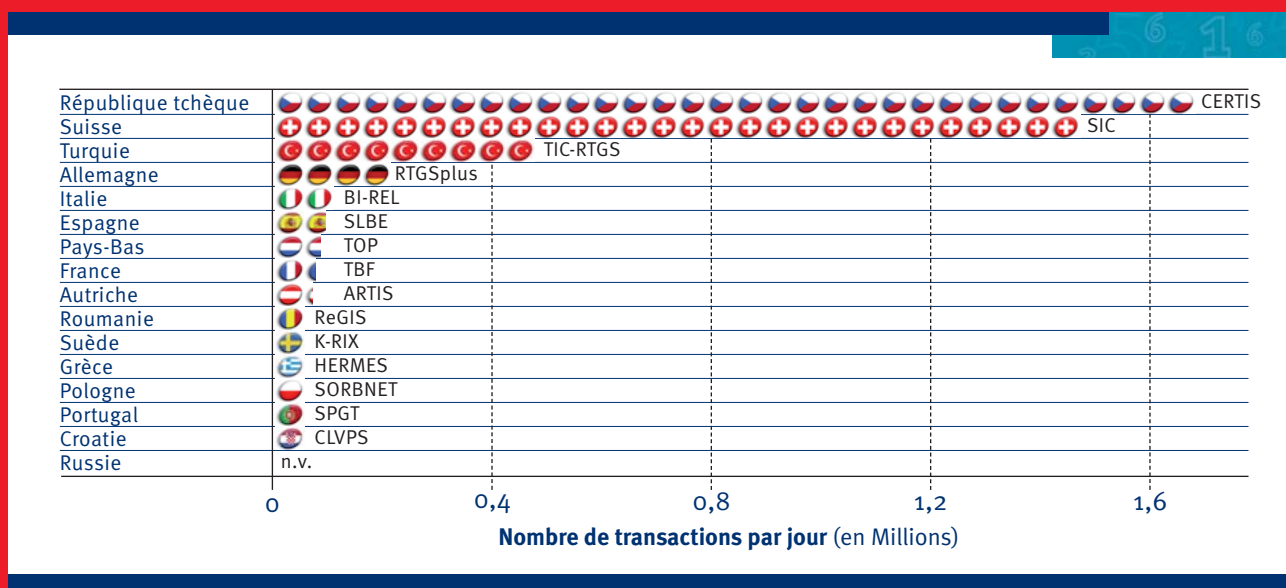
Selon les statistiques des 16 pays participant au Championnat d'Europe de football, c'est le système à règlement brut en temps réel de la Banque nationale tchèque qui a réalisé les meilleurs résultats l'an dernier. Le système de paiement CERTIS a ainsi traité une moyenne de 1,64 millions de transactions en couronnes par jour. Le système SIC le talonne de près avec un volume quotidien de 1,43 millions de transactions en francs suisses. Le système turc TIC-RTGS, qui occupe la troisième place, compte environ 0,43 millions de paiements. Il est suivi du premier système RTGS en euros, celui de la Banque fédérale allemande (Deutsche Bundesbank), avec 0,16 millions de transactions. Par ailleurs, les médaillés ont un avantage sur les autres participants: leur système règle non seulement des paiements de montant élevé, mais aussi des paiements de masse générés, par exemple, par la procédure de recouvrement direct ou le commerce des cartes.

TARGET2

Le 19 mai 2008, la migration du réseau TARGET vers la nouvelle plate-forme commune TARGET2 a été portée à terme avec succès. Les 20 pays de la zone euro ont de la sorte achevé un processus de consolidation de leurs systèmes RTGS. Une des caractéristiques principales de l'univers TARGET2 est que l'ensemble des 20 banques centrales opèrent sur une plate-forme technique commune, assurant par là l'uniformité du niveau de service et l'interopérabilité. La Banque centrale européenne joue le rôle important de coordinatrice et gère le système TARGET2. Les pays de l'UE hors de la zone euro, soit la Grande-Bretagne et la Suède qui étaient jusqu'alors raccordées au réseau TARGET avec CHAPS Euro et E-RIX, ont fermé leur système EUR-RTGS respectif. CHAPS Euro a notamment traité son dernier paiement le 16 mai 2008. Les banques centrales des deux pays dirigent désormais leur trafic des paiements en euros en passant par la procédure TARGET2 des banques centrales de la zone euro. Pour sa part, la Suisse est raccordée à la zone euro depuis novembre dernier avec la procédure TARGET2 de la Bundesbank par le biais de l'oeuvre commune euroSIC/SECB. ■

Gabriel Juri, Swiss Interbank Clearing SA, gabriel.juri@sic.ch

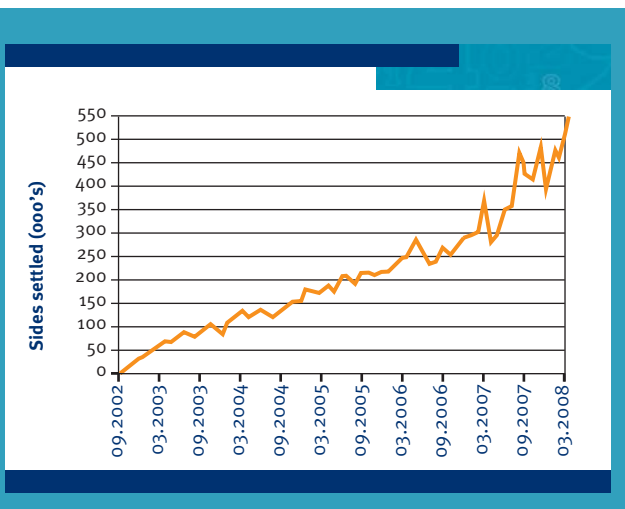
CHAMPIONNAT D'EUROPE DES SYSTÈMES RTGS



LE TRAITEMENT DES DEVISES: CLS DANS LE MILLE

En octobre 2007, Continuous Linked Settlements (CLS) a fêté le cinquième anniversaire de sa mise en service. Le système de traitement mondial des opérations de change a été conçu et mis en oeuvre dans l'espoir qu'une moyenne journalière de 45 000 transactions en sept monnaies soient traitées. En mars 2008, CLS traitait presque 600 000 opérations par jour, pour une valeur brute de plus de USD 10 milliards.

15 monnaies sont déjà actives, et deux autres – le peso mexicain et le shekel israélien – sont prévues pour le deuxième trimestre 2008. 70 actionnaires, dont trois banques suisses (UBS, CS et BCZ), et plus de 2 000 banques, brokers, fonds et entreprises utilisent CLS tous les jours. Le système traite environ 55% du volume global d'opérations de change, ce qui peut assurément être qualifié de réussite.



EFFICACITÉ DU MARCHÉ

CLS est devenu leader du marché global en s'adaptant constamment à de nouvelles circonstances. En 1994, Dr Hubert Huschke (alors Senior Executive d'UBS) a présenté le concept de base de CLS à l'occasion de Sibos à Boston. A l'origine, UBS souhaitait servir efficacement le besoin croissant en crédits intrajournaliers généré par les clients commerciaux qui connaissaient une expansion globale.

Des transactions toujours plus importantes entraînaient des limites toujours plus élevées. Le raisonnement était le suivant: si seul le solde réel était compensé (Netting), l'ensemble du système pourrait fonctionner plus efficacement. D'autres banques connaissaient des problèmes similaires, et les banques centrales ont également commencé à s'activer à la même période. Avec la publication du rapport du CPSS (Committee on Payment and Settlement Systems) en 1996 sur le risque de règlement sur les marchés des devises, la banque des banques centrales a exprimé un intérêt évident du marché.

PROCESSUS ET NORMALISATION

Jusqu'à la mise en service de CLS, six années difficiles se sont encore écoulées. Un volume important d'opérations de change était nécessaire afin de faire travailler le système de manière effective. Cela supposait le soutien des grandes banques commerciales et des banques centrales. CLS devait proposer certains gains d'efficacité au marché pour que les banques commerciales participent. Pour ce faire, des conventions sur les normes et les prix de marché étaient nécessaires. Une fois que celles-ci étaient conclues et que les banques avaient accepté les conditions-cadres opérationnelles, CLS s'est mis en branle. Grâce à une manipulation optimisée des confirmations, paiements, rapprochements et créances, CLS a établi un modèle adaptable. Les améliorations de processus atteintes ont alors éveillé l'intérêt commercial des participants et sont aujourd'hui encore bien accueillies. Grâce à CLS, les frais de traitement des opérations de change ont été considérablement réduits par rapport au règlement brut via des comptes nostro.

De nombreux utilisateurs CLS se concentrent principalement sur les frais de «cash out» par opération. D'autres ont reconnu que ses avantages étaient beaucoup plus importants. Il existe d'autres options outre le règlement CLS, par exemple les systèmes de «presettlement netting» qui proposent en apparence des frais de transaction plus bas. Toutefois, ces économies présumées doivent être relativisées, notamment pour les raisons suivantes:

- des pertes d'efficacité sont inévitables lors de l'introduction d'un nouveau processus ou d'un processus à part
- l'automatisation totale n'est pas assurée lors du Confirmation Matching ou du rapprochement
- la manipulation des créances peut devenir plus compliquée et coûteuse en cas de défauts de paiement
- la création d'une base juridique solide orientée sur des normes mondiales peut avoir pour conséquence de nouveaux frais d'installation et des dépenses récurrentes.

LES COÛTS DEMEURENT CENTRALES

CLS est en outre adaptable: les augmentations de volumes ne mènent pas automatiquement à une augmentation des coûts. A l'inverse, des frais fixes sont facturés en cas de baisse des volumes. Quand le volume fléchit, les frais de traitement augmentent. Et pourtant: CLS doit continuer de gérer rigoureusement et d'orienter correctement sa base de coûts à l'avenir s'il souhaite rester en bonne santé et compétitif. Car, d'une part, l'attention va aux frais de transaction purs et à la gestion des coûts en général et, d'autre part, les compétiteurs habiles cherchent à s'attribuer le dessus du panier en proposant des prix plus bas par transaction. De ce point de vue, CLS peut utiliser sa base de coût fixe à son avantage et introduire un modèle de prix orienté sur les services qui permette aux utilisateurs de faire des économies d'échelle.

Pour continuer à servir la communauté bancaire et jouer pleinement son rôle dans la prévention des risques, CLS a également étendu ses fonctions de règlement de manière sélective. De nouvelles monnaies ont été introduites régulièrement. Même si, de façon générale, le volume brut baisse pour chaque nouvelle monnaie introduite, les marchés concernés deviennent dans une certaine mesure plus fiables suite à l'introduction de normes de traitement. Et cela ne doit pas être sous-estimé. L'intérêt du commerce peut fortement augmenter si les problèmes de traitement sont écartés, avec pour conséquence des avantages macro-économiques considérables. Le Mexique et Israël devraient, par exemple, profiter dans une large mesure des normes CLS globales. En 2007, CLS a également intégré des contrats à terme de change dans son menu de règlement et s'est profilé comme partenaire multi-monnaies naturel pour l'initiative DerviServ de la DTCC. Dans un futur proche, CLS va examiner de nouvelles monnaies (probablement Thaïlande et Turquie) de même que la faisabilité de cycles de règlement régionaux supplémentaires. L'étude la plus récente du CPSS (<http://www.bis.org/publ/cpss83.pdf?noframes=1>) montre que CLS a réduit de 55% le risque de règlement dans les opérations de change. Des économies d'exploitation ont également pu être réalisées. Ensemble, ces deux points ont contribué à l'énorme croissance du volume de devises au cours des dernières années. Par son engagement au profit du marché, CLS s'est fait une place dans le paysage du règlement en espèces. ■

*Hays Littlejohn, Managing Director – Global Wholesale Cash Solutions
UBS SA und CLS Group Director, hays.littlejohn@ubs.com*

	2002	2007	2008
Capacité	45'000/90'000	500'000/1 million	Extension d'1 million à 2 millions
Monnaies	7	15	17
Produits	Devises	Devises et contrats à terme de change, dérivés de crédit	Devises, contrats à terme de change et dérivés de crédit; lancement de FX Option Premium
Prix moyen des opérations de change	£ 1,37 – £ 2,37 (Prix élevés lors du lancement)	£ 0,80	£ 0,69

LE «SANS CONTACT» S'ÉTEND AUX PAIEMENTS

Les amateurs de sports d'hiver le connaissent depuis des années. En Suisse et en Autriche, plus d'un million de détenteurs de billets pour l'EURO 2008 le découvriront au mois de juin. De quoi s'agit-il? Mais de l'accès sans contact, bien sûr. Cette technologie qui permet d'accéder rapidement aux remontées mécaniques ou au stade a également été testée avec succès par la Banque Cantonale de Zurich et Telekurs pour permettre de payer «sans contact» saucisses à rôtir et birchers.

L'an dernier, les paiements sans contact ont été lancés en Suisse par Telekurs, Cornèr Bank et VISA d'une part et le groupe Aduno, MasterCard et McDonald's d'autre part. La première transaction sans contact en Europe centrale a été réalisée en mars 2007 par Christa Rigozzi, ambassadrice PayPass du groupe Aduno. En octobre 2007, la première transaction PayWave VISA en Suisse a été effectuée au siège de la FIFA par Alain Sutter, ancien footballeur de l'équipe nationale suisse. Avec sa carte, il a acheté un ballon de foot FIFA. Depuis lors, des projets pilotes ont été menés à bien par divers commerces et entreprises de restauration. Le lancement sur le marché de MasterCard® PayPass™ de Viseca Card Services SA fin 2007 et de la fonction supplémentaire sans contact sur la carte de crédit VISA de Cornèr Bank en février 2008 fait de la Suisse le troisième pays d'Europe où de telles cartes sont disponibles, après la Grande-Bretagne et la Turquie.

DEUX EXPLOITATIONS PILOTES

Dans le cadre d'une exploitation pilote, les collaborateurs de Telekurs ont testé les nouvelles cartes sans contact VISA PayWave dans leur restaurant pour le personnel, alors que la Banque Cantonale de Zurich faisait de même avec les cartes MasterCard PayPass. Manuela Camen, Product Manager de la BCZ, affirme que la phase pilote s'est parfaitement bien déroulée du point de vue des cartes. «Quelques idées d'amélioration nous sont parvenues en ce qui concerne les terminaux, et celles-ci ont d'ores et déjà été entretemps mises en oeuvre.»

Le groupe Aduno a achevé son exploitation pilote avec succès fin 2007. Reto Klein, Brand Manager de Telekurs Multipay, se montre lui aussi très satisfait de l'exploitation pilote: «Nous avons eu des retours très positifs, aussi bien du côté des titulaires de cartes que du personnel de vente.»

LE PAIEMENT SANS CONTACT:

- Lors de paiements sans contact, la carte de paiement et le terminal échangent les données de transaction en toute sécurité au moyen d'une technologie de communication sans fil (RFID). La carte et le terminal doivent tous deux être adaptés à cette fin.
- En principe, ni le NIP ni la signature ne sont demandés pour des achats de moins de 40 francs (sans Cardholder Verification).
- Les paiements sans contact et sans Cardholder Verification ne durent qu'une demi-seconde environ.
- Le paiement sans contact constitue une solution idéale pour les points de vente dont les montants moyens sont peu élevés et ayant besoin d'un encaissement rapide.
- Cette technologie offre aux automates une meilleure protection contre le vandalisme (pas de chewing-gum collé sur la fente, etc.). De plus, ces appareils sont plus résistants aux intempéries: eau, poussière, saleté et froid.



Sans contact? Seulement pour les paiements! Alain Sutter, ex-joueur de la Nati (2^e à g.).

AVANTAGES POUR LES CONSOMMATEURS ET LES BANQUES

Comme le souligne Manuela Camen, la Banque Cantonale de Zurich salue la nouvelle technologie de plusieurs points de vue. Celle-ci permet au titulaire de carte de régler des petits montants en un clin d'oeil et sans difficultés. «Il n'est plus nécessaire d'avoir de la monnaie sur soi, et les transactions sans contact sont plus sûres que celles en liquide.» Elle voit un autre avantage dans le fait que les clients bancaires peuvent garder leur carte à la main durant tout le processus de paiement. Selon elle, cette solution offre aussi de belles opportunités aux instituts financiers: «Il est possible d'offrir aux titulaires de cartes une prestation innovatrice et porteuse d'avenir.» De plus, on peut poursuivre la substitution du liquide en diversifiant les domaines où cette solution peut être utilisée (paiement de petits montants) et générer plus de revenus.

PROMOUVOIR L'ACCEPTATION AUPRÈS DES COMMERÇANTS

Le groupe Aduno a déjà équipé différents commerçants en Suisse d'un terminal adéquat et d'un lecteur sans contact.

Christa Rigozzi réalise un paiement sans contact au Culinarium, le restaurant pour le personnel de la BCZ situé à la Bahnhofstrasse de Zurich.



Avec l'aide de swissregiobank et des commerces spécialisés Gossau Andwil Arnegg, il a introduit le paiement sans contact dans quelque 30 magasins de Gossau (SG) en octobre 2007. D'autres expansions régionales vont suivre en 2008. «Depuis assez longtemps déjà, Telekurs est en contact avec des émetteurs de cartes et de nombreux commerçants afin de promouvoir l'acceptation et le développement du paiement sans contact avec les organisations de cartes», assure Reto Klein. Etant donné que ce moyen de paiement est limité aux petits montants (jusqu'à 40 francs) et l'avantage qu'il procure en termes de rapidité, il convient surtout aux secteurs dont les montants moyens sont peu élevés et où l'encaissement doit être rapide, par exemple les fast-foods, kiosques, cafés ou caisses rapides des supermarchés. Selon Manuela Camen, les banques cantonales examinent actuellement l'éventualité d'introduire la fonctionnalité sans contact sur leurs cartes de crédit. D'autres commerçants devraient ainsi être encouragés à se procurer l'infrastructure de terminal nécessaire. Grâce aux instruments de paiement sans contact, il y a de bonnes chances pour que les longues files d'attente soient du passé non seulement sur les pistes de ski et devant les stades de football, mais aussi aux points de vente. ■

Gabriel Juri, Swiss Interbank Clearing SA, gabriel.juri@sic.ch

LE COUP DE SIFFLET FINAL POUR TELEKURS GROUP

après sa fusion avec le SWX Group et le SIS Group
(Extrait du Rapport annuel sur Swiss Interbank Clearing.)



SWISS INTERBANK CLEARING SA

TRANSACTIONS RECORD POUR LES SYSTÈMES DE PAIEMENT INTERBANCAIRES

Swiss Interbank Clearing SA a atteint un record de transactions de paiement interbancaires de 12,8 milliards de francs suisses en 2007, soit une augmentation de 12,8% par rapport à 2006.

Le système SIC a traité 827 millions de transactions, ce qui représente 12,8 milliards de francs suisses en 2007, soit une augmentation de 12,8% par rapport à 2006. Le système SIC a traité 827 millions de transactions, ce qui représente 12,8 milliards de francs suisses en 2007, soit une augmentation de 12,8% par rapport à 2006.

Le système SIC a traité 827 millions de transactions, ce qui représente 12,8 milliards de francs suisses en 2007, soit une augmentation de 12,8% par rapport à 2006.

Le système SIC a traité 827 millions de transactions, ce qui représente 12,8 milliards de francs suisses en 2007, soit une augmentation de 12,8% par rapport à 2006.

SWISS INTERBANK CLEARING SA

SIC – UN SYSTÈME DE PAIEMENT DE PORTÉE ÉCONOMIQUE GLOBALE

Le système SIC a traité 827 millions de transactions, ce qui représente 12,8 milliards de francs suisses en 2007, soit une augmentation de 12,8% par rapport à 2006.

Le système SIC a traité 827 millions de transactions, ce qui représente 12,8 milliards de francs suisses en 2007, soit une augmentation de 12,8% par rapport à 2006.

Le système SIC a traité 827 millions de transactions, ce qui représente 12,8 milliards de francs suisses en 2007, soit une augmentation de 12,8% par rapport à 2006.

Le système SIC a traité 827 millions de transactions, ce qui représente 12,8 milliards de francs suisses en 2007, soit une augmentation de 12,8% par rapport à 2006.

IMPRESSUM

ÉDITEUR

Swiss Interbank Clearing SA, Hardturmstrasse 201, CH-8021 Zurich

COMMANDES/FEED-BACK

ClearIT@sic.ch

ÉDITION

N° 36 – Juin 2008
Paraît régulièrement, aussi en ligne sur www.ClearIT.ch. Tirage en allemand (1300 exemplaires) et en français (400 exemplaires) ainsi qu'en anglais (seulement sous forme électronique sur www.ClearIT.ch)

CONSEIL

Patrick Bürki, PostFinance, Boris Brunner, UBS SA, Susanne Eis, SECB, Martina Glaser, BNS, Martin Frick, Swiss Interbank Clearing SA, Andreas Galle, Swiss Interbank Clearing SA, André Gsponer (responsable), Enterprise Services AG, Gabriel Juri, Swiss Interbank Clearing SA, Roger Mettier, Credit Suisse, Ueli Strüby, BCV, Christoph Weber, Liechtensteinischer Bankenverband

ÉQUIPE DE RÉDACTION

André Gsponer, Enterprise Services AG, Andreas Galle, Gabriel Juri (responsable) et Christian Schwinghammer, Swiss Interbank Clearing SA

TRADUCTIONS

Français: Word + Image, anglais: HTS

PRÉSENTATION

Felber, Kristofori Group, agence de publicité

IMPRESSION

Binkert Druck SA, Laufenburg

CONTACTS

Gestion de produits Swiss Interbank Clearing SA
Tél. +41 44 279 47 47,
Customer Service Swiss Euro Clearing Bank GmbH
Tél. +49 69 97 98 98 35

Vous trouverez d'autres informations sur les systèmes suisses de trafic des paiements sur le site Internet www.sic.ch.